

Vaincre et rester nous-mêmes !



Lors de son discours du 8 septembre « La Démocratie face au terrorisme » à Paris, le Président de la République a réaffirmé le combat que mène la France face à « de faux États dirigés par des assassins ». Pour François Hollande si « la menace est là et elle va durer », ces terroristes nous imposent de relever deux défis « vaincre et rester nous-mêmes ». Vaincre, c'est poursuivre l'intervention et les opérations militaires de la France parce que « laisser les terroristes bâtir leur puissance là-bas, c'est augmenter leur influence ici. » Vaincre c'est aussi en France, dans les esprits. François Hollande avance la défense de la démocratie « irréversible » fragilisée par les attentats la rendant « d'un coup vulnérable ».

Là réside également la force du discours prononcé par le Chef de l'État : rester nous-mêmes. D'abord rester des républicains qui comprennent que « ce

n'est pas une affaire religieuse mais un combat républicain ». Ensuite rester des responsables qui empruntent « la seule voie qui vaille, la seule qui soit efficace, celle de l'État de droit » et qui ne mettront pas en place « de législation de circonstance, aussi inapplicable qu'inconstitutionnelle ». Enfin rester des socialistes qui, chaque jour, réforment notre société : « L'exigence est à la responsabilité et l'unité. Appeler à la cohésion nationale, porter un projet collectif, défendre le modèle social, justifient plus que jamais le rassemblement. Quand le danger est là, nous devons nous retrouver. »

Le discours du Président de la République a déconstruit les arguments de nombreux candidats à la présidentielle qui « prennent des tours inquiétants ». François Hollande rassure : « Le moment venu et il approche, les Français jugeront des résultats, des personnalités et des projets ».

740 millions d'euros C'est le montant des crédits mobilisés (dont 453 millions d'euros en année pleine pour l'aide à domicile) par la Loi d'Adaptation de la société au vieillissement dont la majorité des décrets entrent en vigueur en cette rentrée. La loi augmente les plafonds du nombre d'heures d'aide de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile, crée un nouveau droit de répit des aidants et augmente de 1% les salaires de la branche de l'aide à domicile.

© HOW HWEY YOUNG/Pool/AFP



CLIMAT: WASHINGTON ET PÉKIN REJOIGNENT PARIS

La ratification de l'Accord de Paris sur le Climat par la Chine et les États-Unis ce 2 septembre lors du G20 fait faire un grand bond en avant aux objectifs fixés par la COP21.

En novembre dernier, la France avait réussi à faire aboutir à l'accord historique sur le climat. L'objectif affiché: contenir le réchauffement climatique sous le seuil de 2° voire 1,5° par rapport au niveau préindustriel. Depuis, 180 pays ont signé. Seulement voilà: le signer ne suffit pas. Pour que les nations enclenchent l'entrée en vigueur en 2020 et donc la mise en oeuvre effective, il faut encore qu'au moins 55 pays sur les 180 signataires aient ratifié l'accord. Autre condition: que ces 55 pays représentent 55% des émissions mondiales à effet de serre...

La France a ratifié l'accord par décret du Président de la République le 15 juin. François Hollande appelait à cette occasion les autres pays à « passer de la promesse à l'acte. » Ségolène Royal, Ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, chargée des Relations internationales sur le climat, prend depuis son bâton de pèlerin pour convaincre. Après l'accord de la commission le 8 septembre,

« le parlement européen délibérera début octobre » a-t-elle déclaré ce 6 septembre.

UN PREMIER PALIER...

Avant la signature de Pékin et de Washington, seuls 26 pays étaient allés au bout du processus. Avec les deux principaux pollueurs USA (responsable de 19% des émissions mondiales de gaz à effet de serre-GES) et Chine (responsable de 20% des GES) - et donc à 28 pays - nous sommes passés de 4% à pratiquement 43%. Preuve si l'en est que la présidence Bush qui avait déclaré « l'économie américaine n'est pas compatible avec la lutte contre le réchauffement climatique » a bien été balayée par l'approche Obama pour qui « ce moment peut être considéré pour les générations futures comme celui où nous avons enfin décidé de sauver notre planète. »

Pékin s'est fixé l'objectif d'un pic de ses émissions autour de 2030 avec l'intention « d'y arriver plus tôt ». Pour Ségolène Royal, qui préside la COP21 jusqu'au rendez-vous de Marrakech (COP 22 en novembre): « cela va créer une dynamique positive. »

... L'UE, LA RUSSIE ET L'INDE FORTEMENT ATTENDUES

D'ici fin 2016, le Canada, l'Indonésie, l'Iran ou encore le Japon devraient ratifier l'accord. Les yeux se tournent naturellement vers l'Union européenne (12,1% d'émissions), la Russie (7,53%) et l'Inde (4,1%).

Dans le cas de l'UE, il faut 28 ratifications (moins celles entérinées de la France, de l'Autriche et de la Hongrie). L'UE ne pourra ratifier l'accord que lorsque les 28 pays l'auront fait. Concernant l'Inde, elle vient, d'après Washington, d'indiquer qu'elle signera l'accord avant la fin de l'année. Pour la Russie, il va falloir attendre, au mieux, juste après les législatives du 18 septembre prochain...

Le 21 septembre, un rendez-vous est fixé aux Nations unies pour qu'un maximum de pays puissent ratifier l'accord.

Dans tous les cas, qui dit ratification dit transition énergétique. En France, 87 décrets sur 103 de loi du même nom ont été publiés. La Loi Biodiversité sera en application d'ici la fin de l'année. La social-écologie avance.

ALLEMAGNE: POUSSÉE DE L'AFD, MARINE LE PEN AU RÉVÉLATEUR

Le parti populiste allemand AfD (anti-migrants) a devancé celui d'Angela Merkel (CDU) dans son fief lors du scrutin régional du 4 septembre. Ce qui inquiète, c'est que l'AfD prend des voix à tous les partis de la CDU au SPD en passant par le parti de gauche radicale Die Linke mais aussi en allant chercher 53000 anciens abstentionnistes.

Plus près de nous, la réaction de Marine Le Pen ne s'est pas faite attendre: « Les patriotes de l'AfD balaient le parti de Mme Merkel. Toutes mes félicitations. » Sur I-Télé, Jean-Christophe Cambadélis dénonce « c'est le signe que le FN est un parti xénophobe souverainiste ». Le Premier secrétaire précise: « Cela donne une indication. Marine Le Pen se dit apaisée et salue



Jean-Chr. Cambadélis @jccambadelis - 5 sept.

Personne n'a trahi les propos de Marine Le Pen. Sa racine est bien celle des partis souverainistes xénophobes d'Europe. #FN #ltele

tous les partis xénophobes d'Europe. Personne n'a trahi ou modifié les déclarations de Marine Le Pen, c'est elle-même qui dit bravo à l'AfD qui est un parti xénophobe. On voit bien, elle fait la même chose pour les Pays-Bas ou pour d'autres formations politiques, on voit bien à quelle famille européenne elle se rallie ». Sans ambiguïté donc.

Nouvelle preuve aussi que les conservatismes « modérés » par leur absence de réaction participent en mode passif à cette banalisation. Jean-Christophe Cambadélis analyse « les électeurs socialistes et les électeurs de gauche voient la menace qui arrive, c'est à dire la droitisation totale de la vie politique. »

Par Christophe Disic

Depuis 2012, les socialistes et la gauche redressent notre pays, renforcent les protections et ouvrent de nouveaux droits. Lancées avant l'été et au nombre de 60 à ce jour, les fiches de la réussite déclinent les avancées qui impactent la vie quotidienne des Français. Il est possible de suivre sur Twitter #1jour1reussite pour rester informé de la parution de toutes les nouvelles fiches. Un Kit de campagne des premières fiches est téléchargeable :

<http://www.parti-socialiste.fr/campagne/telechargez-kit-de-campagne-fiches-de-reussite/>

FRANÇOIS HOLLANDE :

Judi 8 septembre, La Fondation Jean-Jaurès, Terra Nova et la Fondation européenne d'études progressistes organisaient un colloque «La Démocratie face au terrorisme». L'occasion pour le Président de la République de cadrer les défis posés à notre République, recadrer les aspirants à la division nationale et décadre sur le cœur même de ce combat : la cohésion nationale. Après des interventions d'Ernst Stetter, Secrétaire général de la Fondation européenne d'études progressistes, de Thierry Pech, Directeur général de Terra Nova, et de Gilles Finchelstein, Directeur général de la Fondation Jean-Jaurès, François Hollande appuie : « nous vaincrons à une seule condition : que notre cohésion soit notre protection. Tel est l'enjeu des temps qui viennent. ». Mettant en garde contre « le chacun pour soi, voire même la passion nationaliste », le Président de la République a tenu à affirmer « je ne laisserai pas la France être abîmée, réduite, voir ses libertés mises en cause, son État de droit contesté, son éducation réduite et sa culture amputée. C'est le combat d'une vie. »

Le Chef de l'État insiste : « Nous sommes la France, un pays dont les choix seront décisifs pour l'avenir de l'Europe, je dirais même pour son existence-même. Je suis européen, profondément européen et je ne laisserai pas l'Europe se disloquer ou se dissoudre, je ne la laisserai pas être saisie par le nationalisme, par les frontières, par l'extrémisme. »

Par Christophe Discic



RETROUVEZ l'intégralité du discours en vidéo sur le site de l'Élysée



© Mathieu Delmestre

« SOYONS CLAIRS : NOUS PARLONS DE L'EMPLOI DE LA VIOLENCE ET DE LA TERREUR CONTRE NOTRE SOCIÉTÉ, NOS CONCITOYENS, NOS DÉMOCRATIES. TOUTE SIMPLIFICATION NOUS MÈNE À DES SOLUTIONS POPULISTES, TOTALITAIRES. »

ERNST STETTER

Secrétaire général de la Fondation européenne d'études progressistes



« LES TERRORISTES SONT HOSTILES À CE QUI NOUS DÉFINIT : LE PLURALISME POLITIQUE, LE COSMOPOLITISME, LA CONVIVIALITÉ, LA LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE, LA LUTTE CONTRE L'ANTISÉMITISME, LA LUTTE CONTRE LE RACISME. »

THIERRY PECH

Directeur général de Terra Nova

« LA DÉMOCRATIE N'EST PAS UNE RÉALITÉ DURABLE. DANS LA RÉPUBLIQUE, IL N'Y A PAS DE COMMUNAUTÉS, MAIS DES CITOYENS. À L'ÉTHNICISATION DU SOCIAL S'OPPOSE L'ÉMANCIPATION DU CITOYEN. »

GILLES FINCHELSTEIN

Directeur général de la Fondation Jean-Jaurès



DIRECTEUR DES ÉTUDES AUPRÈS DU PREMIER SECRÉTAIRE CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

“ METTRE EN ŒUVRE DES COMPROMIS D'ADAPTATION PROGRESSISTE À LA MONDIALISATION ”

Son ouvrage «*Éloge du compromis*» vient de paraître. Henri Weber y donne des clés sur la social-démocratie, sa crise, sa mutation et ses espoirs. Une invitation à militer avec lucidité et responsabilité.



© Étienne Thomas-Derevoige

Manuel Valls a fait l'éloge du compromis en réponse à Emmanuel Macron. Est-ce concerté avec la sortie de ton livre ?

Ce n'est pas concerté... mais ça tombe bien ! Depuis les temps, déjà lointains, où elle a cessé d'être révolutionnaire pour devenir résolument réformiste, la gauche socialiste marche au compromis. «*Entre le travail et le capital, l'État et le marché, la Solidarité et la Liberté*» comme disait Jacques Delors, elle cherche des compromis mutuellement avantageux. Mais il y a plusieurs types de compromis possibles, en fonction des rapports de force et des contraintes. Pour se limiter à l'après-guerre, je distingue les compromis offensifs de la période de croissance rapide, que l'on a appelé les «*Trente glorieuses*» (1945-1975), qui a mis en place l'État-Providence et a transformé radicalement la condition des salariés dans les pays développés ; les compromis défensifs de crise des années de moindre croissance (1975-2000) destinés à préserver les nombreux acquis de la période précédente et à renforcer les droits politiques et «*sociétaux*» des citoyens. Et les compromis d'adaptation progressiste à la mondialisation et à la numérisation que nous essayons aujourd'hui de mettre en œuvre en Europe. Ces compromis de «*troisième type*» diffèrent des précédents en ce que leur enjeu principal est le succès du passage de nos sociétés à une économie de l'innovation et de l'excellence, condition du maintien de notre

modèle social et du rayonnement de notre civilisation.»

« LES SALARIÉS ET LES PROGRESSISTES DOIVENT SE DOTER DE MOYENS NOUVEAUX. »

Tu insistes sur la « crise des moyens d'action » pour la gauche. Les lobbys sont-ils ennemis du compromis ?

Pour conquérir leurs droits politiques et sociaux, les salariés se sont dotés historiquement de moyens puissants : les grandes confédérations syndicales, les associations populaires, les partis ouvriers de masse, l'État-Providence, etc. Tous ces moyens sont restés, pour l'essentiel, nationaux ; alors que les entreprises, les marchés, la production se sont mondialisés. D'où la perte progressive d'efficacité des outils démocratiques face aux détenteurs du pouvoir économique privé. D'où aussi la crise, non seulement des partis socialistes, mais de tous les partis démocratiques et le retour en force des démagogues nationalistes. Pour retrouver pleinement leur capacité d'agir, les salariés et les progressistes doivent donc se doter de moyens nouveaux, internationalisés : faire l'Europe politique, développer le Parti socialiste européen (PSE), la Confédération européenne des syndicats (CES), la démocratie participative...

À «*compromis*» certains répondent «*compromission*». Où situes-tu la frontière ?

Manuel Valls l'a rappelé à Emmanuel Macron : un compromis social comporte nécessairement des concessions réciproques. Celles-ci peuvent être jugées excessives, surtout quand le rapport de force est défavorable. Le compromis se dégrade alors en effet en compromission. Les compromis progressistes doivent être favorables aux travailleurs. Mais il faut y regarder de près, car les avantages pour les classes populaires peuvent se concrétiser avec le temps. Les salariés allemands par exemple ont consenti bien des sacri-

fications en 2003 pour sauver la puissance industrielle et exportatrice du «*Site Allemagne*». Mais aujourd'hui, le SMIC a été institué, le chômage est tombé à 4,3 %, les salaires augmentent de 3 % par an, le budget est en excédent, l'industrie allemande est puissante, l'excédent de la balance commerciale est de 248 milliards d'euros.

« L'UE AVANCERA EN APPORTANT DES SOLUTIONS AUX GRANDS DÉFIS QUI N'ONT PAS DE RÉPONSES STRICTEMENT NATIONALES. »

L'Union européenne semble la clé de ce troisième compromis social. Pourquoi ?

L'espace pertinent d'une grande politique réformiste est continental. Dans un monde d'États-Continents et de multinationales géantes, les vieilles nations européennes n'ont aucune chance de compter si elles ne sont pas capables d'unifier leurs forces. Je consacre d'ailleurs mes trois derniers chapitres à ce sujet. Dans la foulée de François Mitterrand, je défends une stratégie différenciée de construction de l'Union européenne, par cercles concentriques. La Grande-Bretagne a choisi de rejoindre le «*troisième cercle*», celui du pourtour européen. L'UE avancera en apportant des solutions aux grands défis auxquels nous sommes confrontés et qui n'ont pas de réponses strictement nationales : la maîtrise des flux migratoires, la mise en œuvre d'une nouvelle croissance, l'éradication du terrorisme, la pacification de notre environnement proche, l'application des engagements de la COP 21.



Éloge du compromis
Henri Weber
Plon

RETROUVEZ

son interview en vidéo sur le site
www.parti-socialiste.fr